



COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE TERRITORIALE

« ENJEUX ET BESOINS DE CONNAISSANCE DU MONDE ASSOCIATIF EN BRETAGNE »

Le 9 janvier 2020 à l'Université de Rennes 2

Quelques éléments de contexte sur le monde associatif Breton :

La Bretagne compte entre 65 et 70 000 associations, 100 000 salariés, soit 10% de l'emploi privé, et entre 640 et 740 000 bénévoles (source : Recherches & Solidarités). Il est difficile de chiffrer exactement le nombre d'associations régionales, même si l'exercice est plus simple en ce qui concerne les associations employeuses. On ne dénombre pas plus d'associations en Bretagne qu'ailleurs, mais celles-ci génèrent plus d'emploi, ce qui est notamment le fait des associations liées aux écoles privées. Il y a également beaucoup d'associations œuvrant dans les champs de la culture et du sport.

Un constat se dessine, nous manquons de données sur les associations. Et au-delà des chiffres, une question : comment mieux connaître et comprendre la valeur ajoutée sociétale des associations en Bretagne ?

Table ronde : Relations recherche et associations, quelles plus-values ?

Participants :

- Pascal Glémain (Université de Rennes 2) et l'association des îles du Ponant
- Patricia Loncle (EHESP) et Pierre Durosoy de l'association Keur Eskemm
- Guillaume Sabin (Université de Rennes 1) et Marie-Sophie Le Bideau, de l'association GRPAS (Groupe Rennais de Pédagogie et d'Animation Sociale)

L'association Keur Eskemm, métissage de breton et de wolof, signifiant « la maison de l'échange », a pour objectif de réaliser des actions en faveur de l'engagement des jeunes et du dialogue entre les cultures. L'association a mis en place un **Laboratoire Artistique Populaire**, parcours favorisant l'autonomisation des jeunes adultes au travers d'activités artistiques et culturelles aux dimensions pédagogiques, coopératives et expérimentales. Ce programme a fait l'objet d'une **étude sociologique de Patricia Loncle**, qui a mené une **observation participante** à la fois sur les temps collectifs et au travers d'entretiens individuels et collectifs.

L'association des îles du Ponant, qui est une **association d'élus du Ponant**, a participé à la création d'un collectif réunissant des chercheurs en géographie. Ce projet, auquel **Pascal Glémain**, enseignant-chercheur en sciences de gestion et en ESS, a participé, a étudié **les évolutions sur les trente dernières années de l'économie local et le tissu associatif et de l'ESS des îles**.



L'association GRPAS (Groupe Rennais de Pédagogie et d'Animation Sociale) est une association membre du GPAS Bretagne, mouvement d'éducation populaire œuvrant pour la promotion des pédagogies sociales et éco-environnementales favorisant l'implication de jeunes dans des initiatives citoyennes. Elle applique une pédagogie hors les murs et emmène les jeunes qu'elle accompagne à la découverte du territoire, en milieu rural et urbain. Le travail de recherche effectué au sein de l'association par **Guillaume Sabin** est une **démarche artisanale**, en dehors des institutions et sans financement. Il s'agit d'un travail d'une durée de deux-trois ans qui reprend les fondements de la pédagogie sociale des années 1980. Guillaume Sabin a adopté une **démarche d'ethnographie de terrain**, impliquant un **fort niveau de participation des pédagogues** et des **séminaires de problématisation du matériau** recueilli. S'inscrivant dans une **pédagogie sociale**, ce travail s'est conduit avec les moyens du bord, avec un fort turnover des richesses humaines en raison de leur nature (salariés mais aussi services civiques et stagiaires).

Quel apport de la recherche à votre association et à votre projet ?

Les membres de **Keur Eskemm** avaient une grande envie de lancer un projet entre pairs mais notre cadre théorique, notamment en animation, était faible, voire nul. Nous avons mis en place un **comité consultatif** réunissant une quarantaine d'acteurs (chercheurs, travailleurs sociaux, acteurs de l'éducation populaire, financeurs, des jeunes participants, des artistes) pendant six mois. Le regard des chercheurs a permis une **mise en perspective** au fur et à mesure de l'expérimentation, de **fournir un cadre théorique**, de mettre des mots sur nos activités et sur nos façons de faire, mais a apporté aussi un **cadre méthodique**, et des **méthodes d'évaluation**. A moyen terme, cela a permis d'apporter une **crédibilité** à l'association et au projet, ce qui nous a ouvert énormément de portes : participation à des colloques, rencontres d'autres professionnels. A long-terme, cela a fortement **renforcé les liens entre Keur Eskemm et la recherche**.

Patricia Loncle, en quoi cela vous a nourri en tant que chercheuse ?

Cela apporte presque tout ! L'idée du comité consultatif était très à propos et l'équipe avait une **démarche très réflexive**, très ouverte. Le fait d'avoir eu l'opportunité d'observer dès le départ une action associative en train de se développer, c'est essentiel pour **repérer les réflexions, les difficultés** qui apparaissent. Le fait de connaître les participants et d'avoir pu développer un **rapport de confiance** avec eux nous a permis de développer une **grande connaissance de l'association**. Les matériaux que nous sommes amenés à rassembler sont très denses et très riches car les participants s'expriment de manière spontanée. On développe une plus **grande confiance vis-à-vis de ces matériaux** car ils sont aussi validés par les participants. Aujourd'hui, on a toujours régulièrement des sollicitations vis-à-vis de Keur Eskemm et il y a une **continuité sur le versant enseignement**.

Pascal, qu'est-ce que ça vous a apporté de travailler avec cette association d'élus qui travaille avec le territoire ?

C'est une association d'élus communautaires et municipaux. Ce qui était intéressant pour eux, c'était d'avoir un **retour du terrain, comprendre les origines des dynamiques associatives** sur les différentes îles, de comprendre quelles sont les **difficultés rencontrées** au cours des trente dernières années. De comprendre également quels sont les **liens qui se créent entre les acteurs sur les territoires**, avec des problématiques d'habitants permanents et des résidents temporaires. D'avoir une vision des **coopérations sur ces territoires**. Ce qui a été important pour nous c'est le **dialogue entre la théorie et**



les habitants, chacun se nourrissant de l'autre. Nous avons réalisé 80 entretiens de deux heures, des rencontres avec les habitants organisées par des étudiants du Collège Coopératif en immersion. Plusieurs thématiques ont émergé : **éducation nationale, ESS, dynamiques économiques**. Cela nous a aidé à apprendre ce qu'est l'ESS au-delà de la loi 2014. Du côté de la Fondation du Crédit Coopératif, cela a été important pour eux d'avoir une **perspective de l'ESS au-delà d'un regard institutionnel**, centralisé et macro-économique, et d'avoir des retours de terrain. Cela nous a permis de faire un colloque avec d'autres territoires des îles (Vanuatu, Corse, Haïti, ...) et de **créer des vocations dans la recherche**.

Marie-Sophie, qu'est-ce que la collaboration avec Guillaume vous a apporté ?

Cela nous a permis de **prendre du recul sur notre activité** et il y a eu un réel apport sur le plan de la **légitimité**. Cela a également permis de **s'ouvrir sur l'extérieur**, et maintenant tout le réseau est sollicité par différentes structures pour intervenir sur la pédagogie sociale. Cela permet de mettre en perspective un travail qui, comme dans beaucoup d'associations, est peu visible.

Quels apports au niveau de la recherche Guillaume ?

Cela apporte sur tout, comme le dit Patricia : cela **ouvre un monde du réel**, du concret, des pratiques solides. Un GPAS est né à Varsovie de ce travail de réflexion et de contact à l'étranger et une revue de plusieurs numéros de pédagogie sociale était déjà sortie au moment de commencer les travaux, ce qui est un **matériau très enrichissant** pour un chercheur qui commence son travail de recherche. Le réseau des GPAS est un espace collectif qui avait déjà une forte appétence à la réflexivité. Il y a beaucoup d'**espaces quotidiens de réflexion**, où les personnes qui font de la pédagogie de rue sont déjà dans une perspective de se poser des questions sur le sens de leur travail. Le travail de problématisation que je proposais arrivait dans un **milieu qui y était propice**. Cela m'a beaucoup apporté dans ma manière de faire de la recherche car j'ai pu travailler sur des pratiques sociales plutôt périphériques, peu connues, marginales, dans ces espaces interstitiels et sur les cadres dominants qui pèsent sur l'éducation et sur l'intervention sociale. Cela offre la possibilité de **construire des connaissances « avec », « ensemble »**, des connaissances qui sont issues d'allers retours entre mes interrogations et celles des pédagogues.

Quelles suites à donner ?

Pascal Glémain : Nous sommes dans un **processus d'apprentissage collectif et co-construit**. On va rendre notre rapport final à la Fondation de France, et retourner sur les différentes îles pour discuter, valider, invalider certaines observations. Notre objectif est de **valoriser notre rapport final sur le territoire**, et de **répondre aux sollicitations d'autres territoires** sur les dynamiques associatives et de l'ESS. Nous essayons en partageant avec nos collègues pour qu'ils puissent prendre en charge ces dynamiques. A titre d'exemple, à Haïti et à Vanuatu, il y a des pratiques spirituelles qui s'inscrivent dans ces dynamiques, aspect que nous n'avons pas abordé. Il faut aller vers la **transdisciplinarité** pour répondre à ces dynamiques insulaires, et prendre en compte les différentes formes de **gouvernance**.

Keur Eskemm : Nous avons pris une année réflexive afin de pouvoir faire des échanges de pratiques avec d'autres projets européens. Nous nous sommes rendus compte que nos projets répondent à des **dynamiques éminemment politiques**, ce que l'on croise avec les projets européens et avec les



politiques publiques des différentes villes et pays avec lesquels nous échangeons. Nous travaillons aussi en proximité avec le GRPAS.

Patricia Loncle : Nous sommes en train de mettre en place un guide d'entretien pour l'évaluation de la nouvelle promotion LAP. Il y a également un projet de thèse de l'ancien fondateur de l'association.

Guillaume Sabin : Nous avons atteint notre objectif qui était de publier un livre et nous avons aussi une revue où les praticiens écrivent sur leurs pratiques. Il y a eu des interventions sur des colloques universitaires où nous intervenons en binômes. Les séminaires que nous organisons pour produire le livre perdurent car **la volonté de s'interroger sur ce que l'on fait perdre**. Ce processus collectif a créé une véritable **émulation** et on a vu dans les équipes naître à partir des espaces de réflexion de nouvelles pratiques. Il y a aussi eu un véritable **renforcement de la légitimité de ces pratiques** vis-à-vis d'autres formes d'intervention sociales.

Marie-Sophie Le Bideau : Nous souhaitons continuer de ne pas programmer les contenus d'intervention pour partir du désir des enfants, et il y a un enjeu de formation de nos équipes là-dessus. On aimerait se lancer dans une logique de **compagnonnage**, que des personnes viennent suivre notre quotidien et que nous fassions de même en retour auprès de personnes qui pratiquent des pédagogies qui nous sont chères. Nous souhaitons continuer à faire des colloques, les interventions à l'EHESP et des festivals d'éducation populaire.

Intervention d'Yves Bonny, Collège Coopératif

Tout d'abord, il sera utile de savoir quelles suites donner à cette journée en termes de rencontres inter associatives et de la recherche.

On observe parfois un cloisonnement entre le monde associatif et celui de la recherche, et il y a un **manque de retour de la recherche vers le terrain**, alors que c'est pourtant le terrain qui fournit le matériau. Les exemples de cette table ronde montrent que **cela peut fonctionner et que la science crée de la légitimité**. Le lien avec les politiques publiques est notamment facilité si la recherche parvient à **vulgariser ses travaux auprès des politiques**.

Il ne faut pas non plus oublier le **grand public**, et il y a un enjeu commun entre les associations et la recherche qui est celui de la vulgarisation. **Qu'en est-il à l'étranger ?** On peut prendre l'exemple du Québec qui a mis en place des chantiers permanents qui rassemblent des associations, des élus, des universitaires autour de la gestion des déchets sur les territoires et qui ont abouti en « ressourceries » et « écocycleries ». Il faut **sortir du court-termisme** pour mettre en place des processus longs, réflexifs de travail collaboratif.



Débat avec l'assemblée : Quels besoins de recherche sur le monde associatif ?

Questions de la salle :

- Du point de vue des pouvoirs publics, quand on veut faire en sorte qu'il y ait un écosystème favorable à la vie associative sur le territoire breton sans être trop normatif et sans enfermer le mouvement associatif, il faut une certaine délicatesse. Au moment de l'évaluation on peut facilement tomber dans le biais normatif. **Comment la recherche peut-elle éclairer la prise de décision sans normaliser une approche de la vie associative ?**
- Il y a un problème au niveau de la **temporalité de la recherche par rapport au maintien des financements**. Les budgets sont trop restreints pour conduire des travaux à terme, complets et mobilisant plusieurs équipes de recherche.
- Centres d'information sur les droits des femmes et des familles : Nous nous appuyons sur des études et sur nos pratiques, et l'on remarque qu'il **manque des travaux de recherche au niveau des territoires**. Or, notre idéal c'est de partir des besoins des territoires. Un travail de recherche doit par ailleurs être en accord avec les valeurs de notre association. Il y a également la problématique du **manque de continuité dans nos rapports avec les élus** qui changent. Enfin, **l'injonction à l'innovation** nous pose question car nous innovons chaque jour, au quotidien auprès des personnes avec lesquelles nous travaillons.
- Les recherches menées ont-elles fait évoluer certaines politiques publiques ?

Réponses des intervenants :

Keur Eskemm : Nous avons vocation à **dialoguer avec les politiques publiques** et sommes au sein d'un **triptyque** qui communique peu : **les chercheurs, les pouvoirs publics et les bénéficiaires**. Nous sommes un **vecteur de facilitation de ce dialogue** et y travaillons. Cela est difficile car les temporalités des différents acteurs ne sont pas les mêmes. L'apport de la recherche là-dessus nous donne du **crédit** et de la **valeur**.

Patricia Loncle : Il y a **peu de d'intégration des résultats de la recherche par des élus**. Il y a une question de temporalité, le fait que des chercheurs puissent être considérés comme « hors sol », et nous sommes sans doute plus utiles à soutenir les associations dans leur interpellation auprès de l'Etat, plutôt qu'à interpellier directement l'Etat nous-mêmes.

Guillaume Sabin : Il y a une mode de « l'aller vers » dans le domaine social, mais il y a aussi une nécessité de **faire état de la transformation sociale**. Il faut déterminer une valeur ajoutée sociétale des associations en fonction des apports des bénévoles, des partenaires, etc.

Question de la salle :



- Le lien entre recherche le monde associatif peut permettre de créer de la porosité entre la formation et la formation citoyenne pour accompagner la transition de la société. **Quels laboratoires, disciplines, interdisciplinarités les plus propices à la recherche dans le monde associatif ?**

Réponse des intervenants :

Pascal Gélamin : Il y a le **LIRIS**, laboratoire interdisciplinaire de recherche en innovation sociétal. Nous pourrions continuer à repérer ces initiatives. Ce laboratoire est **interdisciplinaire** autour de l'économie, du droit, de la gestion et de la sociologie, avec des apports en sciences politiques et géographie. Nous avons des sollicitations sur des problématiques d'**innovation sociale et sociétale** (banque des territoires, banque de France, crédits municipaux en France sur l'expérimentation de la micro-épargne, recycleries, surendettement social et intégration sociale). Nous sommes en lien avec le **centre européen de recherche en ESS** et nous avons donc des liens avec différents pays européens. Il y a le **réseau Grand Ouest de recherche en ESS**, le **Réseau Interuniversitaire de l'ESS** (composé d'une vingtaine d'universités qui portent des formations en ESS et qui ont des labos qui portent en partie là-dessus), le **réseau gestion des entreprises sociales et solidaires** (8 IAE et 3 universités françaises – économie, gestion et droit des coopératives et des associations).

Guillaume Sabin et Patricia Loncle : Il y a des **Unités Mixtes de Recherche (UMR)** vers lesquelles se tourner, mais nous ne sommes pas nombreux dans le champ des sciences sociales (une petite dizaine en sciences humaines et sociales). Guillaume Sabin et Patricia Loncle appartiennent à l'**UMR Arènes**. Cette UMR travaille sur plusieurs axes : **axe questions sociales et de santé, axe mobilisation, citoyenneté et média, et axe action publique et territoriale**. Les chercheurs travaillent avec des acteurs de terrain, ils représentent donc une porte d'entrée pour les personnes intéressées par ces actions de recherche.

Questions de la salle :

- Suite à un travail mené par des étudiantes de Master auprès des Maisons familiales de Bretagne, l'ensemble du mouvement s'est engagé sur une démarche de responsabilité sociétale des organisations. **Le travail de recherche formalisé a permis de se décliner dans une pratique associative et de lancer des travaux qui sont portés par les associations.**
- Une étudiante nous a accompagnés sur les questions d'accompagnement personnalisé et individualisé. Nos pratiques sont en correspondance avec les transformations sociales et sociétales et les besoins des personnes que l'on accompagne se transforment beaucoup à l'heure actuelle. **Nous aurions peut-être besoin d'un apport de la recherche pour éclairer nos pratiques et pour les mettre en cohérence avec ces transformations sociales et sociétales.**
- Le Réseau solidaire a mis en place une consultation auprès des acteurs engagés du territoire et **le besoin de lien avec l'ESS, l'innovation, la recherche a émergé**. Les besoins évoqués sont : **progresser et évoluer dans ses pratiques, mieux communiquer et rendre visible** les effets des résultats des organisations et les externalités positives (création de valeur, évaluation), travailler sur les **modèles et les méthodes d'accompagnement**, d'analyse et d'expérimentation. Se pose ensuite la question des acteurs : qui sont-ils ? Est-ce qualifié ? On



voit que l'objet associatif de la recherche produit de la donnée sur le monde associatif. Les fédérations ont accès à cela aujourd'hui, quid des associations qui n'ont pas cette culture et qui n'en ont pas les moyens ? On parle du lien de la recherche à l'organisation en général mais il ne faut pas oublier **l'usage de la recherche par les associations. La co-construction des savoirs et des connaissances nécessite des liens réguliers avec différents acteurs** (recherche mais aussi pouvoirs publics) et **il ne faut pas s'arrêter aux sciences sociales** (outils de production, communication, modèles économiques et financement, législation, ...).

Réponse des intervenants :

Patricia Loncle : Il y a un problème de systématisation des choses et il y a un **besoin de réponse plus structurée**. A Rennes les universités sont en train de bâtir un projet commun, on espère qu'elles seront un jour capables d'apporter ces réponses et ces solutions.

Pascal Glémain : A Rennes 2, on mène une réflexion sur un axe « **service universitaire à la collectivité** » destiné à **structurer les liens entre recherche et associations**. Cela permet aussi de **renforcer le sens des études et de la recherche et de connecter les travaux au monde réel**. Cela permet de **penser l'université comme une composante de la société et de lui donner une partie prenante**. A Montréal ce service existe depuis plus de quarante ans et c'est un enjeu ici aussi. Il faut mettre en place des espaces d'accueil des propositions, d'arbitrage, de capitalisation.

Questions de la salle :

- A l'approche des élections, **le Mouvement associatif a produit un document pour encourager les nouveaux élus à être attentifs aux associations**. Nous cherchons à ce que **l'apport du monde associatif** soit facile à repérer, tant au niveau de la **démocratie**, du **social** que de la **production de service**. Il ne faut pas viser un objet particulier mais plutôt la **transversalité**. L'association produit quelque chose d'unique, de singulier. C'est une alternative à d'autres acteurs. Comme cela a été expliqué, l'association est à l'origine du repérage, de la structuration et de la mise en place des réponses à apporter. **Il faut se demander qu'est-ce qui est singulier dans ce que propose l'association et dans ses équipements et services en direction de la population ?**
- Les monde associatif et de la recherche subissent des mutations depuis les années 1980 avec la montée du néolibéralisme et qui continuent aujourd'hui, notamment avec la pression systématique du financement par l'appel à projets. Cela soulève **la question de l'indépendance et du risque d'instrumentalisation de la recherche et de l'objet de recherche, mais aussi de la vie associative**.

Réponse des intervenants :

Yannik Bigouin : **Le Mouvement associatif préconise de dépasser l'appel à projets et de passer par des CPO** (conventions plurielles d'objectifs), afin de sécuriser le monde associatif. Les associations ont tendance à se mettre en concurrence en répondant aux appel à projets et à y consacrer beaucoup de temps, et les CPO permettent d'éviter cela.



Conclusions

Florian Covelli, Délégué général de l'Institut français du Monde associatif

Je remercie chaleureusement les intervenants qui ont illustré de façon passionnante les apports mutuels entre recherche et monde associatif. Comment la recherche permet de **valoriser de façon structurante les apports du monde associatif aux territoires**, comment elle permet d'**objectiver les résultats**, de **légitimer le rôle des acteurs**, de **transformer leurs relations avec les partenaires** et parfois les pouvoirs publics. Comment la recherche peut être un **levier dans la co-construction des politiques publiques**. Comment elle permet de mieux **comprendre les nouvelles formes d'engagement** et d'actions et d'aider les acteurs associatifs à prendre du recul, de nourrir leurs analyses de la pratique et de leurs méthodes. Vous avez pointé **l'enjeu de l'ancrage citoyen de la connaissance**, son utilité sociale en mettant les acteurs associatifs au cœur des enjeux recherche.

Votre forte mobilisation aujourd'hui montre que **les enjeux de connaissance sont des enjeux fédérateurs sur la question associative en Bretagne**, et il est légitime de se poser la question des suites à donner à cette rencontre.

- **Tout d'abord, considérons cette rencontre comme une étape d'une dynamique.** C'est un premier temps qui permet de **recenser les besoins de connaissance**, de peut-être **susciter des envies de recherche**, et de **nourrir les lignes stratégiques des partenaires de la recherche sur le monde associatif**. L'Institut lui-même se nourrira des besoins qui ont été exprimés lors des échanges ce jour.
- Le travail de repérage des laboratoires est également une piste supplémentaire à prolonger.
- La suite des dynamiques appartiendra aux acteurs du territoire et il peut être intéressant d'**observer ce qui se passe dans d'autres territoires**. Le Mouvement associatif des Hauts de France s'est par exemple engagé depuis plusieurs années dans l'animation des enjeux de connaissance du monde associatif, avec un réseau de dizaines d'acteurs et de chercheurs. En appui sur ce réseau, **le Mouvement associatif des Hauts de France et l'Institut français du Monde associatif ont décidé de lancer un programme de recherche triennal**

L'Institut français du Monde associatif est et sera un partenaire de la connaissance du monde associatif et c'est aussi un des objets de ce cycle de rencontres. **Je vous invite à continuer à vous exprimer en répondant à la consultation nationale sur les enjeux de connaissance que nous avons mise en place et que vous retrouverez sur notre site internet.** Dites-nous quels sont vos besoins de connaissance utiles à la société, utiles aux acteurs, et dites-nous aussi quelles sont vos attentes vis-à-vis d'un institut comme le nôtre dédié à la promotion de la connaissance du monde associatif. N'hésitez pas par ailleurs à diffuser cette consultation à vos réseaux.

Enfin, un grand merci au Mouvement associatif pour l'organisation de cet événement et merci également à Yves Bonny du Collège Coopératif pour nous avoir aidé à organiser cet événement réussi.

Catherine Latour, Présidente du Mouvement associatif de Bretagne

Il y a beaucoup de travail à faire, et je crois que ce qui est important c'est de **garder le contact entre les associations et les chercheurs**, que chacun collabore ensemble pour le bien de tous et pour le bien



de la Bretagne. **Ces recherches sont aussi faites pour essayer d'aller vers l'autre et pour l'aider.** Le Mouvement associatif essaye de renforcer cette solidarité et c'est important de continuer dans cette voie.

Anne Patault, Vice-présidente du Conseil régional de Bretagne - Chargée de l'égalité, de l'innovation sociale et de la vie associative

Le duo Mouvement associatif et Conseil régional fonctionne bien et prend la forme d'une conférence permanente. Nous nous voyons autant que nécessaire et de manière spontanée. **L'action publique a besoin de co-construction, d'être au rendez-vous des associations et pas seulement d'être le maître du temps pour les autres.** J'ai apprécié la rencontre qui s'est tenue aujourd'hui car vos témoignages me redonnent envie d'être dans le monde associatif et dans celui de la recherche. **Donner envie aux autres de se lancer dans l'action associative, c'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui.** Merci beaucoup pour vos témoignages.

Retour en images



